

DIEU ET PATRIE.

LIBERTÉ PLÈNE ET ENTIÈRE
DE LA PENSÉE.TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

L'AMI DU PEUPLE

EN 1848.

AN 1^{er} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISSE.
PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



**Les Citoyens de Paris sont priés,
après avoir lu cette feuille, de l'expé-
dier à leurs correspondants et amis
des départements.**

PARIS, 4 MAI.

CITOYENS,

L'Assemblée nationale se réunit aujourd'hui.
Représente-t-elle le pays?

La réponse a besoin de diviser la question. Qu'elle représente l'adhésion du pays à la forme républicaine du gouvernement, à la forme exclusive de toute espèce de monarchie, même déguisée, rien n'est plus incontestable. Il n'est pas un seul collège électoral en France qui n'ait entendu confier son mandat à un républicain, à un partisan de la forme républicaine. Tout mandataire qui aurait l'impudence de voter sous d'autres inspirations serait chassé de l'Assemblée comme un mandataire infidèle, comme un homme qui trahit son mandat, qui viole son serment.

L'Assemblée nationale représentera donc le pays en tant que républicain.

Mais quel l'Assemblée nationale représente le pays, comme étant le résultat d'un vote fait en connaissance de cause, d'un vote personnel, d'un vote à l'abri d'erreur sur la personne, rien n'est plus faux; toutes les mesures avaient été prises pour qu'il en fût autrement.

Le vote par liste n'avait été inventé que pour donner ses franchises coudées à la corruption électorale d'abord, aux soustractions ensuite, enfin à l'escamotage de noms après.

Nous saurons peut-être un jour à combien s'élevaient les sommes usées, souvent en pure perte, par les agents du Gouvernement provisoire dans le but d'amener dans l'urne électorale des noms de son choix. Je ne dis pas qu'on ait acheté les votes; Dieu m'en garde! mais on a bien dépensé pour les influencer par l'éloge ou par la calomnie. Qui en doute aujourd'hui?

Les journaux ne nous rapportent-ils pas que la Banque de France ayant envoyé au citoyen Emmanuel Arago, à Lyon, la somme de 500,000 francs pour la Banque de Lyon, le citoyen Arago a employé à d'autres usages la susdite somme? Est-ce clair et sans gêne? Faut-il vous le dire en meilleur français?

Ne voyons-nous pas surgir de tous côtés des protestations de tous les genres, jusque par la voie de l'insurrection, contre la fraude de l'urne électorale? Ne sait-on pas que, dans les campagnes, le maire, le curé, le bedeau, imposaient leurs listes à l'expérience des campagnards? A Paris, ne voyons-nous pas figurer sur la liste, en qualité d'ouvrier, une créature de Louis-Philippe, jouissant d'une retraite de 6,000 francs, et que 421,000 voix ont nommé, le prenant pour un ouvrier réduit à son simple salaire? Qui a signalé le subterfuge du nommé Smith, le député de Paris? Auguste Portalis, procureur général près la cour d'appel de la Seine.

Le vote par liste a ouvert la porte à toutes ces pieuses fraudes, à tous ces quiproquos; et le Loyola de cette méthode de voter en avait bien prévu la conséquence. Jugeons des élections de département par ce qui s'est passé à Paris! 455 noms sont sortis de l'urne, 250,000 électeurs ont pris part au vote; un député par 2 000 votants environ.

Si les deux mille votants n'avaient eu qu'à voter pour un seul député, on pourrait considérer le résultat de l'urne comme l'expression de la volonté des deux mille; car qui ne connaît pas un nom digne de son choix? Mais quel est celui des votants qui a pu connaître à fond, ou même par un oui-dire, les trente-quatre noms de sa liste? Tout au plus était-il en état de se prononcer sur quatre à cinq noms de ces trente-quatre. Les trente autres, il les prenait au hasard sur la foule de listes qu'on lui présentait. Chacun

a donc voté sur trente noms environ sans connaissance de cause. Ceux qu'il a admis, il l'a fait sur des on dit; idem de ceux qu'il a exclus, et la police du Gouvernement provisoire n'a pas manqué à la mission d'exploiter les on dit.

La meilleure preuve de ce fait nous est fournie par le vote de l'armée; on ne trouve sur les listes, après le Gouvernement provisoire, que des noms dont le soldat n'avait certainement jusque-là jamais entendu parler. Le soldat a fait comme tout le monde; il a accepté des listes, et de qui, si ce n'est de l'autorité? Les commissaires des départements se sont presque tous fait nommer dans leurs localités respectives, où auparavant ils étaient à peine connus. Le citoyen Emile Thomas, directeur des ateliers nationaux, a obtenu 18,166 voix, de qui? si ce n'est des ouvriers placés sous ses ordres?

Le citoyen Reyneau, délégué à Sceaux, s'est adjugé, par le jeu des moyens gouvernementaux, les 6,225 voix que Sceaux, sous sa direction, a données au citoyen Garnon et à son beau-père le citoyen Desgranges. Si le citoyen Reyneau avait été lancé, par le hasard, au Gouvernement provisoire, il n'aurait pas manqué d'avoir au moins autant de voix que ce brave citoyen Pagnerre, à qui, sans la faveur de ce hasard, personne au monde n'aurait jamais songé; tandis que, relégué à Sceaux, il a été condamné à n'avoir que les suffrages de Sceaux. Quel malheur! si l'on eût voté par canton, le citoyen Reyneau se trouverait représentant de la France. Aussi voyez-vous, à quelque chose près, les membres du Gouvernement provisoire réunir la presque totalité des suffrages; car leur nom, sinon leurs tendances, était parfaitement connu de tous les votants.

Dans une foule de départements, la campagne a envahi et absorbe le vote des grandes villes; pourquoi? parce que le crédule campagnard a laissé voter pour lui le curé et le maire, et que dans les villes le citoyen intelligent a soin de chercher à voter d'après lui. A l'Assemblée, la campagne sera donc fort bien représentée par les mandataires de MM. les curés et de MM. les maires; les opinions des villes y compteront fort peu de représentants.

Cette Assemblée ne devra donc pas s'intituler nationale, mais provisoire, comme le Gouvernement des manœuvres électorales duquel elle émane; on ne représente pas un pays qui a pu se méprendre sur la personne. La représentation nationale sera une vérité, quand chaque arrondissement aura à nommer le représentant des vœux, des besoins, des ressources de l'arrondissement lui-même; de l'arrondissement qui dès lors connaîtra à fond son mandataire et ne l'acceptera pas d'ailleurs. Toute autre manière de voter, tant que nous aurons un pouvoir exécutif à la tête d'une machine administrative quasi-monarchique, toute autre manière de voter ne donnera jamais lieu qu'à des escamotages.

Est-ce à dire pour cela qu'il faille, en ce moment, s'opposer, par une démonstration quelconque, à la réunion de ces éléments étonnés de se trouver ensemble? Loin de nous une telle pensée; le mal est fait, réparons-le par notre attitude calme, mais ferme. Surveillons, éclairons, donnons des conseils; attendons, de la minorité de l'Assemblée, qu'elle rappelle sans cesse à la majorité l'opinion de la majorité de la France; les minorités peuvent tout, quand elles ont la France derrière elles.

Que la minorité n'oublie pas de confier le pouvoir exécutif, non pas à ces pâles imitateurs de la politique imposée dix-huit ans à Louis-Philippe par les ennemis de la France; politique de trembleurs, qui se consolent, par les émeutes qu'ils fomentent, de leur impuissance à tenir l'épée devant l'ennemi; hommes toujours bien vus de la banque et de l'agiotage, et que le sentiment national démasque tôt ou tard, et punit, tôt ou tard, comme tant d'autres, en les vouant au mépris.

Que la minorité vise à rendre le peuple fort et le pouvoir impuissant à mal faire; qu'elle ne nous donne pas un roi

sous la peau d'un président éligible, mais un simple administrateur placé à la manivelle d'une machine, qui n'ait besoin, pour fonctionner, que du premier venu, en sorte qu'on ne s'aperçoive pas plus du changement d'un président que du changement du plus petit bureaucrate. Nous n'aurons une véritable République qu'à ce prix; à toute autre condition, nous aurons toujours la monarchie, la hideuse monarchie sous un autre nom.

Que l'Assemblée confie la police de la cité à la cité elle-même, et jamais au pouvoir exécutif.

Qu'elle transforme les prisons en écoles d'amélioration.

Qu'elle abolisse d'un trait notre organisation judiciaire, et la remplace par l'arbitrage amiable en tout et sur tout.

Qu'elle soumette toutes les places, tous les grades, même ceux de l'armée, à l'élection; toutes les entreprises à l'adjudication.

Que la centralisation devienne l'égide et non le gouffre des intérêts locaux. Que le travail soit immédiatement organisé sur des bases conciliatrices, mais infiniment progressives.

Que l'agiotage soit à jamais aboli à la Bourse, comme partout ailleurs.

Que le droit de vivre et de se bien porter soit acquis de tous, à tous les âges, et à toutes les conditions.

Gratuité de la médecine, gratuité de l'instruction, instruction obligatoire pour tous.

Impôt progressif; admission de tous à tous les emplois.

Abolition de la séparation de corps; rétablissement du divorce sans frais; abolition du marchandage des sexes.

Avènement du règne de la morale et du travail.

Transformation du notariat en magistrature.

Abolition de tout monopole, autant que de tout privilège.

Que toutes ces choses soient nettement et franchement formulées; et dès ce moment nous pardonnerons à la majorité son origine équivoque; nous la confondrons dans la sympathie que nous professons pour la minorité; car dès ce moment nous aurons à tout jamais la République une et indivisible, à laquelle seule nous avons fait vœu d'obéir.

Le royalisme jetant son masque.

Savez-vous pourquoi le peuple de France éprouve une si profonde horreur pour le royalisme et le carlisme? c'est qu'il a vu que ce parti, s'alliant au jésuitisme, a adopté les principes de la diplomatie de ces gens-là; le masque et l'escamotage. On est perdu en France, une fois qu'on est convaincu d'avoir trompé. Mentir, est aux yeux d'un Français le plus grand des crimes; le menteur, nous dit-on, est pire qu'un voleur; le proverbe n'est pas parlementaire, nous l'avouons, mais il est populaire. Un menteur reconnu tel, est à jamais impuissant à faire le mal; il est tombé, sans espoir de se relever; on ne le frappe pas, on en hausse les épaules, et on en détourne les yeux; on le laisse dire, sans se boucher les oreilles; tant les oreilles sont attentives ailleurs. Quel dommage, se dit-on, d'avoir tant prodigué de temps et d'astuce, pour arriver à si peu de résultats! dépenser toute son intelligence à dresser un échafaudage, qu'un souffle renverse en un clin d'œil! n'est-ce pas marcher sur les traces de ce grand petit M. Thiers, qui a usé dix ans de sa vie à l'agitation de la réforme, pour voir, à l'instant du triomphe, la réforme le prendre par les jambes sur la place de la Révolution, le hisser dans les airs, comme un jouet de carême-prenant, aux cris de vive la République? La République venait de tourner à son profit l'escamotage de la réforme. Elle reprenait son bien à un escamoteur, à l'aide d'un autre escamoteur; c'était, nous le croyons, de bonne prise.

La Gazette de France s'imagina que la République lui a escamoté à son tour ce suffrage universel, qu'elle a défendu avec un zèle digne d'un meilleur succès, pendant une dizaine d'années. Elle est dans l'erreur. Le suffrage uni-

versel est de l'essence de la République. La monarchie en est aux antipodes. Ce qu'a fait la République à l'endroit de la *Gazette de France*, c'est de la forcer à se démasquer, et à venir nous dire, chaque jour, sur le même ton et dans les mêmes termes : « Mon suffrage universel avait pour but d'amener la République à la base, et l'hérédité au sommet de l'édifice social ! » Puis quelques jours après : « L'hérédité, c'était la monarchie. » Puis, quelques jours après : « La monarchie, c'était le bien-aimé Henri V. » Ah ! nous y voilà enfin arrivés au but où ont tendu tous les efforts de la *Gazette*. On lui reprochait bien un tant soit peu cette tendance, à la bonne vieille, avant la révolution ; elle s'en défendait avec l'indignation d'une vieille coquette. Rien n'était plus pur, sur ce point, que le fond de son cœur. Aujourd'hui elle parle à cœur ouvert, et elle jette le masque ; et chacun, même son parti, lui rit au nez. Discuter avec elle, à quoi bon ! Il est des choses indiscutables. Vous voulez votre Henri V au sommet de notre édifice ; oh ! mon Dieu ! qu'à cela ne tienne ; essayez de le porter aussi haut que vous pourrez, sur la flèche des Invalides. Plus vous l'éleverez haut, moins on y fera attention. On n'a plus d'yeux que pour ses égaux dans cette ère d'égalité universelle. Ce qu'on hâsse si haut paraît inapercevable. Dès qu'on le descend du piédestal, tout le monde en rit ; on lui répond : Présentez-vous aux clubs, pour y faire votre profession de foi.

Vous voulez être président et président héréditaire ?

Savez-vous d'abord ce que c'est qu'un président ? Ce ne sera pas grand-chose, quelque chose de plus que rien, pour faire le bien, ce qui sera l'œuvre de tout le monde. Mais, quand il voudra faire le mal, ce brave homme aura à en rendre compte à ses commettants ; on le jugera si on le suspecte ; on le condamnera, même à mort, s'il est coupable ; car la peine de mort, abolie pour tous, ne sera conservée que pour ce seul homme. Cela vous convient-il, essayez-en pour un an, si nos concitoyens y consentent pour rire.

Mais vous voulez être président héréditaire. Pourquoi donc cela ? Puisque vous voulez être élu, pourquoi accepterait-on monsieur votre fils sans l'élire ? Pensez-vous donc avoir le privilège de produire des enfants exactement semblables à vous, qui puissent se substituer à vous, sans que nul s'aperçoive de la différence ? Vous seriez le phénix des pères de ces bois, et la race des phénix est éteinte.

Mais à propos, on dit que le ciel ne vous a pas donné la faculté, à vous ou à madame, d'avoir des enfants. A quoi vous servirait l'hérédité, s'il n'y avait pas de présidents ? Vous portez trop loin la prévoyance. Qui vous donnerait le droit de regarder la France, comme un héritage dont on pourrait disposer par testament ? Ne jouons pas à la royauté ; ce serait un enfantillage, dans ce siècle où l'on est homme fait à quinze ans. Tout a grandi autour de nous ; ne restez pas pygmées. On ne trône plus chez nous, on administre ; et l'administration sera le fait de tous.

Pauvre *Gazette*, consacrez donc à d'autres labours le temps, l'encre et le papier que vous perdez maintenant à dire ce que vous aviez tant de soin de cacher pendant douze années. La révolution, qui vous a permis de vous montrer telle que vous êtes, vous a rendu, pauvre *Gazette*, un fort mauvais service ; nous vous en plaignons vraiment de tout notre cœur.

Voyez ce qui est arrivé à Louis-Philippe ; il s'était donné comme un président héréditaire : on l'a chassé lui et ses héritiers. Voulez-vous recommencer l'essai sur un autre ? Ce n'est pas la peine ; l'essai ne durerait pas deux mois.

Parlez-nous donc d'autre chose ; vos lecteurs vous en prient par notre plume.

Gueuleton offert par la librairie... à son excellence le citoyen Pagnerre.

Le *Moniteur universel* nous raconte, de la manière officiellement touchante qui caractérise sa rédaction, les éloquentes toasts qui ont été portés... le verre en main... au citoyen Pagnerre d'abord, et ensuite à l'extinction de la contrefaçon littéraire en Europe et à l'étranger.

Pourquoi ce gueuleton à M. Pagnerre ? et à quel M. Pagnerre ? Est-ce au secrétaire général du Gouvernement provisoire que la librairie l'a offert ? Mais alors pourquoi pas au Gouvernement provisoire lui-même ? Pourquoi pas au dieu de l'époque, au lieu du plus humble de ses saints ?

Est-ce à Pagnerre comme libraire, et, par conséquent, à la librairie honorée dans l'auguste personne du citoyen Pagnerre ? Mais alors pourquoi la synagogue n'en offre-t-elle pas un semblable au citoyen Crémieux, cet auguste coreligionnaire du citoyen baron Rothschild ? la société de Jésus aux citoyens Buchez et Cormenin ? et les citoyens entrepreneurs des fortifications au citoyen Armand Marrast, dont les articles dans le *National* ont été d'un si grand poids dans la balance gouvernementale d'alors, au sujet de l'embastillement de Paris ?

Serait-ce pour les services que le citoyen Pagnerre aurait rendus, à l'aide de sa nouvelle position, aux libraires, ses ex-confrères ? Mais il serait bon de nous donner le bilan de ces services. En République, tout à la justice, rien à la camaraderie ni à la faveur. On nous cite, en ce moment, des maisons de commerce (nous déclarons que ce ne sont pas des maisons de librairie) qui ont eu une part si grande dans les avances de la caisse d'escompte, que plus n'a été possible de venir en aide à la détresse de bien des respectables maisons. M. Pagnerre aurait-il eu le tort d'exagérer de la sorte ses tendances à la libéralité envers la librairie de préférence ? Les comptes à venir nous le diront sans doute, quand le provisoire aura cessé.

Passons sur ce toast.

Quant au toast relatif à la contrefaçon à l'étranger, ces messieurs auraient bien dû étendre la faveur de leur indignation à la contrefaçon française au détriment des auteurs. En République, égalité et justice ; or jusqu'à présent, l'auteur et le libraire n'ont jamais eu une égale part dans le produit des œuvres des auteurs.

Nous venons de faire condamner pour la troisième fois, comme contrefacteurs, une demi-douzaine de libraires ; la contrefaçon nous a fait perdre une avance de 40,000 fr. La justice a ordonné qu'on nous en restitue 5,500 seulement.

Or, sous l'égide de qui les contrefacteurs s'étaient-ils placés, afin de ruiner ainsi un auteur au profit du libraire ? Sous l'égide d'un rapport signé Pagnerre, Paulin, Furne et Gosselin. Ce qui fit dire au président Séguier : « Mais ces gens-là sont juges et parties ? »

Ces bons messieurs les libraires se font-ils faute de tirer un plus grand nombre d'exemplaires que ne porte leur contrat ? L'auteur stipule pour 2,000 exemplaires ; on a vu des libraires en tirer jusqu'à 6,000 à l'insu de l'auteur. Je connais un auteur qui, ayant voulu s'assurer de l'état de la question, reçut de son libraire la réponse par huissier qu'une telle prétention porterait atteinte à la propriété du libraire. Dans l'hypothèse, l'auteur perdait d'un coup 20,000 francs ; il était passible d'une contrefaçon en France.

J'en connais d'autres qui, depuis dix-huit ans, impriment, réimpriment un ouvrage d'un auteur, sans tenir nul compte des réimpressions à l'auteur lui-même. L'auteur a reçu 1,400 francs qu'on lui a fait perdre en procès. Le libraire gagne 20,000 francs tous les ans avec l'ouvrage. L'auteur est passible encore d'une contrefaçon en France.

Nous demandons aux citoyens libraires et imprimeurs de se réunir dans un nouveau gueuleton, pour porter un toast à l'abolition de la contrefaçon en France ; ils obligeront les auteurs ; car un toast équivaut à un décret, aujourd'hui où tout finit par un toast. Les auteurs assisteront, autour des tables du banquet, comme les pauvres à la porte des bals pour les pauvres ; et, à chaque toast, les auteurs crieront, avec le peu de poumons qui leur restent : « Le citoyen Pagnerre boit, le citoyen Pagnerre boit pour nous. » Et le *Moniteur universel* consacra une de ses plus belles colonnes à cette touchante fête de famille.

MORALITÉ ! Quand je vois tant de braves gens autour de moi brouetter de la terre avec leurs mains débiles, pour obtenir un franc, le jour où ils ne travaillent pas, je me cache de honte pour manger et pour boire, au souvenir de tant de gens à qui la patrie fournit d'une main si intelligente de quoi si peu boire et si peu manger.

Aux Citoyens électeurs de Paris et de Lyon.

Cinquante-deux mille quatre-vingt-quinze électeurs à Paris et trente-neuf mille huit cent quatre-vingt-dix-sept à Lyon, nous ont accordé leurs suffrages ; à Lyon il ne nous a manqué que 6,000 voix, pour être élu représentant de cette noble ville du travail intelligent.

Ces 40,000 voix de Lyon ne sont pas dues à une surprise de liste.

Car le samedi 40,000 hommes se promenaient dans Lyon précédés d'un drapeau portant les noms de Raspail et Lagrange ; ils exhibaient tous leur liste, sur laquelle étaient inscrits ces deux noms ; ils avaient soin de déchirer les autres listes apocryphes. Le lundi soir, même cortège, après avoir voté. Un pareil scrutin n'était nullement secret, comme on le voit. L'escamotage a dû faire le reste.

Merci, électeurs de Paris et de Lyon, merci de cette preuve de sympathie, contre laquelle toute la puissance des fonds secrets n'a pu prévaloir.

La calomnie organisée par le *Sunderbund* du Gouvernement provisoire n'a pas obtenu un triomphe décisif et facile. Les Marrast, Buchez et Em. Arago et *tutti quanti*, ne doivent pas être tout à fait satisfaits. Si nous ne paraissions pas à la Chambre, ils y trouveront de nos élèves qui sauront bien les ramener à la pudeur, s'ils s'en écartent encore.

Quant à nous, rentrant dans notre solitude, après avoir

contribué plus qu'on ne pense à constituer la République, et à rendre impossible tout pas rétrograde, nous continuerons à servir notre pays régénéré par nos travaux, nos recherches, et les soins consacrés à l'humanité souffrante. Là est notre véritable place ; là est notre bonheur. Là se borne notre ambition ; celle-là, du moins, n'a jamais coûté une obole au budget de la France.

Un journal dit que le citoyen Dupin, procureur général près la Cour de cassation, possède, de M. Crémieux, une lettre adressée à la duchesse d'Orléans et commençant par ces mots : « Auguste princesse, les destinées de votre fils sont sur le point de s'accomplir ; nous travaillons pour lui, etc., etc. »

Que répondra à cela M. Crémieux ? *Se non è vero, è bene trovato*. Nous comprenons.

Dans un des clubs de Paris, un citoyen, se disant bien informé, a soutenu avoir trouvé, dans le livre rouge, une note indiquant que 400,000 francs ont été donnés au citoyen Marrast pour le prix de trois mois de rédaction du *National* consacrés à la défense des fortifications. Ce fait a été consigné sur le procès-verbal du club. Nous attendrons qu'il soit démenti ; ou bien nous demanderions, dès ce moment, une enquête, et, par la même occasion, un autre relatif à Son Excellence le ministre israélite.

Chacun veut troner dans sa sphère.

Les économes des deniers de la République avaient eu l'idée de louer le parc de Monceaux 400,000 par an à un entrepreneur de fêtes, ce qui faisait un fort bon revenu. Mais le citoyen Emile Thomas, directeur des ateliers nationaux, vient de couper court à cette idée en fixant son séjour dans ce beau jardin, où il passe agréablement son temps embaumé par l'odeur du seringat et du lilas, et enchanté par les mélodies nocturnes des fauvettes et des rossignols. Du reste, l'honorable citoyen Thomas se fait garder absolument comme un général dans son camp (La Commune de Paris.)

Livre rouge.

Savez-vous pourquoi le livre rouge n'est pas livré à la publicité ? C'est que chacun est occupé dans ce moment à retirer le feuillet qui le concerne.

Bougeries de Rouen.

On a mitraillé un peuple sans armes. Un sieur Frank-Carré, l'âme damnée de l'abominable gouvernement déchu, président de l'ex Cour royale, ex-procureur général de l'ex-Cour des pairs contre les accusés d'avril, est chargé d'instruire contre les ouvriers saisis par la garde nationale. Nous requérons, nous, que cet audacieux Frank-Carré et ses séides de la réaction soient appréhendés au corps comme coupables de lèse-nation, comme conspirateurs incorrigibles contre les droits du peuple ; qu'ils soient amenés à Paris et jugés au Luxembourg, en vertu de la peine du talion, et exécutés en place de Grève, à la manière de Louis-Philippe, par la peine du plus profond mépris. Puis nous demandons qu'en police correctionnelle comparaisse ledit sieur de Frank-Carré, pour ouïr de ses devoirs à l'endroit de certains faits connus de Rouen et de Paris.

Il faut enfin que ces suppôts du juste-milieu soient soumis, à leur tour, au jugement du peuple, qui sait se battre et non égorger dans la rue et dans les cachots.

Allons, M. Crémieux, oubliez une fois la régence et pensez à la République ; elle réclame justice, au nom de la liberté et de la fraternité que vos juges ne connaissent pas.

Imminence de la guerre étrangère.

Le Nord nous menace ; l'Angleterre arme à grands frais ; Louis-Philippe jette en France des flots d'or pour organiser la guerre civile ; on voit ses agents partout déclamer contre les clubs, les socialistes et contre la République elle-même. Notre police ne les voit pas ; M. de Lamartine ne les entend pas ; attendons que l'Assemblée nationale (pas le journal au moins) s'en aperçoive ; si elle est française, ils rentreront dans l'ombre, et les Français se donneront la main, pour faire face à l'ennemi.

La France pouvait rendre d'un geste la liberté à tous les peuples opprimés. Lamartine s'est trouvé là pour leur dire comme Louis-Philippe : « Tirez vous d'affaire comme vous pourrez ; moi, je cherche à tirer d'affaire les hommes d'affaires. » Patience ! nous verrons comment le successeur de Louis-Philippe se tirera du compte qu'il aura un jour à rendre aux peuples abandonnés. Nous recevons de Berlin des lettres de patriotes qui s'écrient avec l'accent du désespoir : « La politique de Lamartine déshonore la France. Elle nous laisse égorger. Cracovie est bombardée ; Varsovie est à la veille de l'être ; la police enlève toutes les armes, jusqu'aux couteaux. »

AVIS ESSENTIEL.

On trouve l'*Ami du Peuple*, rue des Marais-Saint-Martin, 33, et rue Culture-Sainte-Catherine, 5.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.